

MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA SOCIETE
EUROPEENNE DE VEHICULES LEGERES DU NORD
(SEVELNORD)
75, AVENUE DE LA GRANDE ARMEE
75016 PARIS CEDEX

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

} AP M Jan 1993
APC 04 Dec 2002
APC 02 Feb 2006

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli une ampliation de mon arrêté en date du 11 janvier 1993 vous autorisant à exploiter, sur le territoire des communes d'HORDAIN, LIEU-SAINT-AMAND et IWUY, une usine de fabrication de véhicules automobiles

Je vous serais obligé de bien vouloir me retourner, aussitôt que possible, daté et signé, l'accusé de réception ci-joint.

Je vous informe qu'en vertu de l'article 14 de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif le délai de recours contentieux de deux mois commence à courir du jour où cette décision vous est notifiée

Veuillez croire Monsieur le Directeur,
En l'assurance de ma considération distinguée

LE PREFET

LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS DE CALAIS
PREFET DU NORD
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement;

VU le décret n°77 1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application;

;

VU la loi n°92 3 du 3 janvier 1992 sur l'eau;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la demande présentée par la Société Européenne de Véhicules légers du Nord (SEVELNORD)-
siège social : 75,Avenue de la Grande Armée-75016 PARIS-en vue d'être autorisée à exploiter, sur le territoire des communes d'HORDAIN, LIEU-SAINT-AMAND et IWUY, une usine de fabrication de véhicules automobiles ;

VU le dossier réglementaire produit à l'appui de cette requête ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU la délibération du Conseil Municipal de LIEU-SAINT-AMAND.

VU l'avis de M le Sous-Préfet de VALENCIENNES ;

VU l'avis de Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis de M le Directeur Départemental de l'Equipement ;

VU l'avis de M le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la forêt ;

VU l'avis de M le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'avis de M le Directeur Régional de la Navigation du Nord-pas-de-calais ;

VU l'avis de M le Chef de la Division de l'Equipement de la SNCF ;

VU l'avis et les propositions de M le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 16 décembre 1992 ;

SUR la proposition de M le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1.

1.1. La Société Européenne de Véhicules légers du Nord (SEVELNORD), dont le siège social est situé au 75,Avenue de la Grande Armée –75016 PARIS CEDEX-est autorisée, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, à exploiter, sur le territoire des communes d'HORDAIN, LIEU-SAINT-AMAND et IWUY,

une usine de fabrication de véhicules automobiles d'une capacité de 600 véhicules / jour correspondant à la valeur moyenne sur 7 jours par semaine

Les installations exploitées sur le site sont les suivantes :

Les pages 5 à 13 concernent les tableaux ICPE qui sont actualisés dans l'arrêté préfectoral de 2006

1.1. Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées à l'article 1 1

Sous réserve des dispositions du présent arrêté, les prescriptions régissant les activités soumises à déclaration sont celles des arrêtés –types ci-annexés : n°3-1°, 6-2, 68, 251-2, 253, 261A, 261B, 261 bis, 282-2°, 1418, 1611, 1630

Article 2. CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement sera situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation en date du 4 décembre 1991, et en particulier aux plans référencés k 799 101-116 à 128, 129 et 130

2.2. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des réglementations applicables, autres que celle des installations classées pour la protection de l'environnement

En particulier, les installations sont exploitées conformément aux dispositions du code du travail ainsi que du code minier pour les forages

2.3. CONTROLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspecteur des Installations classées pourra demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire

Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant

2.4. CONTROLES INOPINES

L'inspecteur des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise

Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant

Article 3. CONTROLE ET PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

3.1. Limitation de la consommation d'eau

3.1.1. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau, en particulier :

- Des dispositions sont prises pour recycler les eaux utilisées dans les ateliers, et notamment les eaux : de lavage des véhicules et gaz de traitements de surface, des cabines de peintures,
- La réfrigération en circuit ouvert des installations est interdite

3.1.2. L'alimentation en eau de procédé est assurée par des forages exploités sur le site de l'établissement, munis de dispositifs de mesure totalisateurs

Les volumes d'eau prélevés sont consignés journallement sur un registre tenu à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées

3.2. ORIGINE DES EFFLUENTS

Les effluents produits par l'établissement sont de trois types :

- eaux domestiques : eaux vannes, eaux usées des lavabos, douches, cantines...
- eaux pluviales et industrielles non polluées : eaux pluviales des toitures et de ruissellement des voies de circulations et des parcs de stationnements, purges de déconcentration des circuits de refroidissement semi-ouverts, purges des installations de contrôle, d'étanchéité et de lavage des véhicules testés sur piste...
- .
- eaux industrielles polluées : eaux de lavage des sols et des appareils, eaux de procédé des lignes de traitement de surface L1 et L2, des cabines de peinture

3.3. COLLECTE DES EFFLUENTS

3.3.1. Les effluents sont à leur origine collectés en fonction de leur type par des canalisations indépendantes, et sont évacués selon leurs caractéristiques par trois réseaux distincts :

- le réseau « eaux usées
- les réseaux « eaux pluviales nord et sud

3.3.2. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait comprise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur

3.3.3. Le réseau des eaux industrielles polluées est conçu et exploité de manière à pouvoir :

- recueillir et canaliser la totalité des effluents il est en particulier interdit de procéder à tout déversement sur le sol ou dans le sous-sol ;
- -séparer les différents effluents issus des installations afin de faciliter leurs traitements ou recyclages ultérieurs ;
- faire transiter les effluents par des cuves de stockage étanches permettant, compte tenu des cycles de production, l'homogénéisation et la régulation du débit des effluents dirigés vers les installations de traitement

3.3.4. les canalisations et les réseaux sont étanches et conçus de manière à faciliter leur entretien leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation doivent permettre une bonne conservation dans le temps.

les réseaux de collecte doivent être convenablement entretenus et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état
l'exploitant établira annuellement un compte rendu écrit du contrôle de bon état et d'étanchéité

3.3.5. les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes

3.3.6. SCHEMAS DES CIRCUITS D'EAUX

L'exploitant tient à jour des schémas des circuits d'eaux faisant apparaître les sources, les débits et qualités, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toute origine

Ce schéma est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées ainsi que du service d'Incendie et de secours

3.4. TRAITEMENTS ET REJETS DES EFFLUENTS

3.4.1. Milieu récepteur

Les effluents de l'établissement sont rejetés par trois émissaires conformément aux dispositions suivantes :

Repère de l'émissaire	Réseau nature de l'effluent	Point de rejet milieu récepteur
1	Réseau eaux pluviales nord eaux de ruissellement du parking du personnel eaux pluviales diverses	Fossé du réseau pluvial de la zone industrielle vieil Escaut via le réseau du SIA d'HORDAIN
2	Réseau eaux pluviales sud eaux pluviales des toitures et de ruissellement de la quasi totalité de la plate-forme industrielle Eluats neutralisés de décarbonatation et déminéralisation purges des circuits de refroidissement semi-ouverts purges des circuits de recyclage des installations de contrôle d'étanchéité et de lavage des véhicules testés sur piste eaux industrielles non polluées diverses	Fossé vieil Escaut via le Rio de Calvigny
3	Réseau eaux usées eaux usées domestiques rejet des installations de traitement interne des eaux usées industrielles eaux industrielles diverses respectant les normes de rejet de l'émissaire 3	Réseau d'assainissement du SIA d'HORDAIN la Naville via la station d'épuration du SIA de ROEULX

*Podip
Arrst
AP4/12/02*

3.4.2. RACCORDEMENT A LA STATION D'EPURATION COLLECTIVE

Sous réserve des dispositions du présent arrêté, les modalités de raccordement des effluents de la société SEVELNORD aux réseaux d'assainissement des syndicats d'HORDAIN et ROEULX ainsi qu'à la station d'épuration collective du syndicat de ROEULX, sont définies par une convention comportant en particulier :

- Les conditions techniques et financières dans lesquelles le rejet est autorisé en application de l'article L.35.8 du code de la Santé Publique ;
- les droits et obligations qui en résultent pour les parties concernées

1 Copie

3.4.3. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REJETS

Les effluents rejetés par les émissaires doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager dans les réseaux ou le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
- de plus :
- ils ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point du rejet, ou perturber le fonctionnement de la station d'épuration biologique du syndicat de ROEULX ;
- ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur

3.4.4. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX TRAITEMENTS DES EFFLUENTS

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées ci-après pour les rejets

La dilution des effluents est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour le bon fonctionnement de l'installation de traitement en aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les installations de traitement doivent être conçues pour pouvoir traiter avec l'efficacité nécessaire les effluents qu'elles peuvent recevoir les dispositions nécessaires doivent être prises pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations

les installations de traitement doivent être correctement entretenues les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement éventuel à une alarme les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées

3.4.5. NORMES DE REJET DES EAUX PLUVIALES ET INDUSTRIELLES NON POLLUEES

3.4.5.1. Bassins de régulation de débit

Les différents effluents rejetés par les émissaires n°1 et 2, doivent le cas échéant transiter par des bassins étanches d'un volume minimum de :

- Emissaire 1 : 600m³
- Emissaire 2 : 8 400m³

3.4.5.2. BASSINS D'ORAGE

En cas de fortes précipitations, la part du débit des effluents des émissaires n°1 et 2 qui ne peut être évacuée dans des conditions acceptables par : le réseau hydrographique, doit être dirigée vers des bassins d'orage d'un volume minimum de :

- Emissaire 2 : 15 000m³
- Emissaire 1 : 3 500m³

3.4.5.3. VALEURS MAXIMALES DES DEBITS

Emissaire	Débit instantané ou journalier	temps sec	temps pluie	Moyenne mensuelle du débit journalier	temps sec	temps pluie
1	-		540	-		
	m ³ /h					
2	1000m ³ /j	1		600m ³ /j		
	080m ³ /h					

Cette valeur est portée à 4 600m³/j, lors des essais de débit ou d'opérations de maintenance effectués sur-les forages à un débit de 150m³/h

3.4.5.4. Valeurs limitées du PH et de la température

émissaires n°1 et 2 :

5,5 < PH < 8,5

température < 30°C

3.4.5.5. paramètres de pollution et flux polluants

les valeurs maximales suivantes s'appliquent aux effluents non décantés

3.4.5.5.1. émissaire n°1

paramètre	Concentration maxi instantanée MG/L
Mes	60
hydrocarbures	20

3.4.5.5.2. Emissaire n°2

Paramètre	Concentration maxi instantanée MG/L	Flux kg 24 h moyen mensuel 24h
-----------	-------------------------------------	--------------------------------

AG 16.12
AP 4/12/02

EPN-1

EPN-2

Mes	30 (1) 60 (2)	30
DCO	70	70
Hydrocarbures	20	20
Cl	1 600	1 600
SO	250	250
Matières grasses	20	20

(1) pour les eaux industrielles transitant par l'émissaire mixte n°2

(2) pour les eaux pluviales

Industriels les rejets seront équipés avant mélange des eaux pluviales et industrielles de dispositifs permettant l'exécution de prélèvements

3.4.6. Norme de rejet des eaux usées industrielles prétraitées et domestiques.

3.4.6.1. bassin de régulation de débit

Les différents effluents rejetés par l'émissaire n°3, doivent le cas échéant transiter par un bassin étanche d'un volume minimum de 1 200 m³.

3.4.6.2. Valeurs maximales des débits

3.4.6.2.1. Installations de prétraitement des eaux usées industrielles

Installation	Débit instantané m ³ /h	Volume m ³ 24h
Prétraitement ligne 1 phosphatation et divers	70	1 680
Prétraitement ligne 2 cataphorèse	15	360

3.4.6.2.2. Installation de rejet

Point de contrôle	Débit instantané m ³ /h	Volume m ³		
		2h	24h	moyen mensuel 24 h
Emissaire 3	62,5	125	1 500	1 500

3.4.6.3. Valeurs limitées du PH et de la température

Rejet	PH	Température
Prétraitement ligne 1 phosphatation + divers	5,5 - 9,5	<30°C
Prétraitement ligne 2 cataphorèse	5,5 - 9,5	<30°C
Emissaire 3 de l'installation de rejet	5,5 - 9,5	<30°C

3.4.6.4. Paramètres de pollution et flux polluants

Les valeurs maximales suivantes s'appliquent à l'effluent non décanté

3.4.6.4.1. Prétraitement ligne 1

Paramètres	Concentration maxi instantanée MG/L	Flux kg 24h
Mes	30	50
p	10	16
hydrocarbures	10	15
CR6	0,1	0,1
CR3	3	3,5
ZN	5	7,5
NI	5	7,5
MN	5	7,5
FE	5	7,5
Métaux:: CR+ ZN+NI+FE+MN	15	15,6

3.4.6.4.2. Prétraitement- ligne 2

Paramètres	Concentration maxi instantanée MG/L	Flux kg 24h
Mes	30	10,5
P	10	2
FE	5	1,8
PB	1	0,35
AL	5	-
SN	2	-
Métaux: :FE+PB+AL+SN	15	2

3.4.6.4.3.

Emissaire 3

paramètres	Concentration maxi instantanée MG/L	Flux kg 24h
mes	500	200
DCO (1)	7 000	2 040
DB 05 (1)	3 500	1 020
N.global (2)	100	85
p	20	20
hydrocarbures	10	15
CR6	0,1	0,1
CR3	3	3,5
ZN	5	7,5
FE	5	7,5
PB	1	0,35
NI	5	7,5
MN	5	7,5
Métaux:: CR+CD+ZN+NI+FE+PB+AL+SN+ MN	15	17,6
CR total	0,2	0,3
NI	0,5	0,25
MN	1	1,5
CR total	0,05	0,08

Le rapport DCO/ DB05 doit être compris entre les valeurs limitées 2- 3,5 somme de l'azote total et de l'azote contenu dans les nitrates et nitratés, exprimée en N

CR total

0,2

0,3

* pour l'ht VLE sous réserve

Nous VLE
à l'usage

3.5. AUTOSURVEILLANCE DES REJETS D'EFFLUENTS

3.5.1. AMENAGEMENT DES POINTS DE CONTROLE

3.5.1.1. PRELEVEMENTS ET DEBIT

Des dispositifs permettant l'exécution de prélèvements ainsi que la mesure du débit des rejets sont aménagés aux points suivants:

- P1.en sortie de l'unité de prétraitement de la ligne 1;
- P2.En sortie de l'unité de prétraitement de la ligne 2;
- P3.Emissaire 3,en sortie de l'installation de rejet dans le réseau du SIA d'HORDAIN;
- P4.Emissaire 2, en aval du raccordement des deux bassins: de régulation et de rétention des eaux d'incendie.

Les rejets d'eaux industrielles aboutissant dans l'émissaire n°2 seront équipés avant mélange avec les eaux pluviales de dispositifs permettant l'exécution de prélèvements

3.5.1.2. PRELEVEMENTS

Un dispositif permettant l'exécution de prélèvements représentatifs des effluents est aménagé au point P5 émissaire 1, en aval du dispositif de traitement ainsi que du bassin d'orage

3.5.1.3. ACCESSIBILITE

Les points de contrôle suivants sont aisément accessibles:

- P1 à P5, au service des Installations classées
- P4 et P5, au service chargé de la police des eaux du milieu récepteur,
- P3, au syndicat de ROEULX

3.5.2. Contrôles et échantillonnages en continu

3.5.2.1. les points de contrôle sont équipés de dispositifs permettant:

Pour P1, P2, P3 et P4:

Le prélèvement automatique asservi au débit, d'échantillons représentatifs des rejets journaliers la mesure et l'enregistrement en continu du PH et du débit rejeté

Pour P3 et P4:

La mesure et l'enregistrement en continu de la température les enregistrements sont conservés pendant une durée minimale de 2 ans

3.5.2.2. A chacun de ces points de contrôle une alarme dont le fonctionnement est reporté en salle de contrôle doit signaler sans délai toute dérive des paramètres mesurés en continu, et entraîner l'intervention immédiate du préposé responsable nommément désigné, qui prend toute disposition nécessaire au rétablissement d'une situation normale et, le cas échéant, déclenche la procédure d'arrêt des installations concernées. et informe immédiatement l'exploitant de la station d'épuration collective du Syndicat de ROEULX.

3.5.2.3. Les effluents des points de contrôle P3 et P4, qui ne respectent pas les normes de rejet fixées aux articles suivants:

Pour P3, 3.4.6.3. et 3.4.6.4.3.

Pour P4, 3.4.5.4. et 3.4.5.5.2.

Doivent être dirigés vers les bassins de rétention:

de la station de rejet des eaux usées industrielles et domestiques, dont le volume minimal est de 300m³; de l'émissaire 2, dont le volume minimal est de 1 200m³

3.5.3. AUTOSURVEILLANCE DE LA QUALITE DES REJETS

Les paramètres de la qualité des effluents sont déterminés conformément aux dispositions suivantes:

3.5.3.1. Normes d'analyse

les analyses sont effectuées sur échantillons non décantés selon les méthodes normalisées suivantes ou toute autre méthode reconnue équivalente.

paramètre	Norme NFT	paramètre	Norme NFT
PH	90006	CD	90112
Température	90100	ZN	90112
MES	90105	FE	90112
DCO	90101	PB	90112
DB05	90103	NI	90112
N global (1)	90110-012-013	MN	90024
P	90023	AL	ASTM 8.57.79
Hydrocarbures	90114	SN	90119
CR 6	90112	CI-	90014
CR 3	90112	SO--	90009
Matières grasses	Extraction au chloroforme		

Somme de l'azote total et de l'azote contenu dans les nitrates et nitratés, exprimée en N.

3.5.3.2. ECHANTILLONNAGE

Fréquence	Echantillonnage
Journalière	Echantillon représentatif des effluents journaliers (préleveur asservi au débit)
Hebdomadaire ou mensuelle ou trimestrielle	Echantillon représentatif des effluents d'une journée d'activité normale

3.5.3.3. EAUX PLUVIALES ET ASSIMILEES

3.5.3.3.1. EMISSAIRE 1, point de contrôle P5

Paramètre	Fréquence des analyses par temps de pluie
Mes	Trimestrielle
hydrocarbures	trimestrielle

3.5.3.3.2. EMISSAIRE 2, POINT DE CONTROLE P4

Paramètre	Fréquence des analyses
Mes	Mensuelle
DCO	Mensuelle
Hydrocarbures	Mensuelle
CI-	Mensuelle
SO-	Mensuelle
Matières grasses	Mensuelle

3.5.3.4. EAUX USEES INDUSTRIELLES

3.5.3.4.1. EN SORTIE DU PRETRAITEMENT L1, POINT DE CONTROLE P1

Paramètre	Fréquence des analyses
Mes	Mensuelle
DCO	Mensuelle
P	Mensuelle
Hydrocarbures	Mensuelle
CR 6	Journalière
CR 3	Journalière
ZN	Journalière
Métaux : CR+ZN+NI+FE+MN	mensuelle

--	--

3.5.3.4.2.

EN SORTIE DU PRETRAITEMENT L2, POINT DE CONTROLE P2

paramètre	Fréquence des analyses
Mes	Mensuelle
DCO	Mensuelle
P	Mensuelle
FE	Journalière
PB	Journalière
Métaux: FE+PB+AL+SN	mensuelle

3.5.3.5. EAUX USEES INDUSTRIELLES ET DOMESTIQUES

Emissaire 3, point de contrôle P3

Paramètre	Fréquence des analyses
Mes	Hebdomadaire
DCO	Journalière
DB05	Mensuelle
N global	Mensuelle
Hydrocarbures	Mensuelle
P	Mensuelle
CR, ZN, FE, PB, NI, MN	Hebdomadaire
CD, AL, SN	mensuelle

En fonction des résultats obtenus lors de la première année de fonctionnement des installations de prétraitement, l'Inspecteur des Installations Classées pourra modifier la fréquence des contrôles des paramètres suivants: hydrocarbures, CD, NI, MN, AL, SN, FE, ZN et P.

Ne pas le modifier

3.5.4. CALAGE DE L'AUTOSURVEILLANCE

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des matériels et de la représentativité des analyses et mesures, l'exploitant fait procéder aux contrôles demandés dans le cadre de l'auto surveillance par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'Environnement, conformément aux fréquences suivantes

Trois fois par an pour l'émissaire 3, point de contrôle P3;

Une fois par an pour les autres points de contrôle sous réserve d'accord particulier défini par la convention visée à l'article 3.4.2. ci-dessus, les frais de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

3.5.5. TRANSMISSION DES RESULTATS

Un état récapitulatif des analyses et mesures comprenant les informations figurant en annexe 1 est adressé selon les dispositions suivantes:

Point de contrôle	Destinataire (1)	Fréquence des transmissions
P4 P5	IIC SPE	Mensuelle trimestrielle
P1-P2 P3	IIC IIC-SR	Mensuelle

(1) IIC: Inspecteur des Installations Classées

SPE: Service chargé de la Police des Eaux

SR: Syndicat de ROEULX

Cet état analysé et commenté en tant que de besoin doit parvenir aux intéressés avant la fin du mois suivant l'échéance du contrôle.

3.5.6. CONTROLES SUPPLEMENTAIRES

Des prélèvement, analyses et tout contrôle des caractéristiques des eaux rejetées et le cas échéant de leur impact sur le milieu récepteur, pourront être effectués par le service chargé de la police des eaux ou à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées par un organisme extérieur.

Les frais de ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

Ces contrôles peuvent être considérés comme un calage de l'auto surveillance.

3.5.7. ANOMALIE,DEPASSEMENT DES NORMES

Tout incident, anomalie, accident, dysfonctionnement (dans les circuits de fabrication, ouvrages de prétraitement, traitement interne ou externe),entraînant un éventuel dépassement des valeurs prescrites en matières de rejets des eaux résiduaires, fera l'objet de la part de l'exploitant d'une justification et des commentaires sur les dispositions

Adoptées ou prévues pour remédier à l'incident. les rapports d'incidents seront dans un délai de 15jours systématiquement transmis à l'Inspecteur des Installations Classées et le cas échéant au service chargé de la police des eaux en cas de rejet au milieu naturel.

3.5.8. RAPPORT ANNUEL

Au plus tard à la fin du mois de février de chaque année, l'exploitant fait parvenir aux destinataires visés à l'article 3.5.5.ci-dessus, un rapport annuel de synthèse portant sur les résultats de l'auto surveillance de l'année précédente adressé à chacun des destinataires.

Ce rapport comprend:

Un bilan du fonctionnement des opérations de maintenance et d'étalonnage des appareils de mesure en continu ainsi que les dispositions prises afin de pallier aux anomalies constatées

Un bilan commenté par paramètre de l'auto surveillance comprenant un tableau récapitulatif des résultats ainsi que leurs représentations graphiques

une analyse de l'impact des rejets sur l'environnement et le cas échéant les dispositions proposées pour limiter ou réduire les flux de polluants et les débits.

Article 4. PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.1. DISPOSITIONS GENERALES

4.1.1. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, de l'eau ou du sol.

4.1.2. .les installations et réseaux de transport de fluides dangereux ou insalubres doivent être étanches et résister à la corrosion par les produits qu'ils sont susceptibles de contenir. Ils sont convenablement entretenus et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

4.1.3. L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions

Conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

4.1.4. Le réseau d'assainissement des zones pouvant être affectées par une pollution accidentelle doit être équipé de dispositifs de fermeture permettant de maintenir la pollution à l'intérieur de l'établissement.

ces dispositifs doivent figurer sur le schéma défini au paragraphe 3.3.6.ci-dessus.

4.2. BASSINS DE RETENTION D'EAUX POLLUEES

4.2.1. en cas de collecte par les réseaux d'eaux pluviales d'effluents pollués, notamment lors de l'extinction d'un incendie, ou d'évacuation vers l'installation de rejet des eaux industrielles et domestiques d'effluents ne satisfaisant pas aux normes du présent arrêté, ceux-ci doivent être dirigés vers des bassins de rétention étanches distincts des bassins d'orage définis à l'article 3.4.5.2., conformément aux dispositions suivantes:

Repère de l'émissaire (CF3.4.1.)	Valeur minimale de la rétention	Désignation
2	1 200m3	Bassin de rétention des eaux d'incendie
3	300m3	Bassin de rétention de l'installation de rejet

Les dispositifs de transfert des eaux polluées doivent fonctionner en toutes circonstances.

4.2.2. jusqu'au 1^{er} juillet 1993, l'exploitant prendra toutes dispositions a d'ajuster le débit rejeté à la capacité des stations de relevage des eaux de la partie des réseaux empruntée par les effluents industriels, et en particulier celle de la rue du 8 mai 1945 sur la commune d'Hordain, et celles des rues Allard et Chaulchoir sur la commune de Bouchain.

4.3. CONSIGNES

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le personnel dispose de consignes particulières définissant les modalités d'intervention en cas de pollution accidentelle de l'eau ou du sol.

4.4. PROTECTION DE LA NAPPE ET DU RESEAU DE DISTRIBUTION D'EAU

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes seront installés, si nécessaire, afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans le réseau d'eau publique ou la nappe souterraine

4.5. STOCKAGE DES LIQUIDES POLLUANTS

4.5.1. DEPOTS AERIENS

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes, le terme réservoir désignant tout contenant fixe ou mobile:

100%de la capacité du plus grand réservoir

50%de la capacité des réservoirs associés.

Les produits incompatibles sont stockés dans des capacités indépendantes.

L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée en permanence.

Les réservoirs et rétentions sont disposés à l'intérieur des bâtiments ou protégés des eaux météoriques par des auvents. Chaque réservoir est muni d'un dispositif de contrôle en continu du niveau du liquide contenu, complété pour les liquides inflammables par un dispositif limiteur de remplissage.

4.5.2. DEPOTS ENTERRES

Les dépôts enterrés de liquides polluants sont constitués de réservoirs en fosses étanches ou à double paroi comprenant

un dispositif de contrôle en continu de l'étanchéité des réservoirs à double paroi ;

des dispositifs Limiteurs de remplissage et de contrôle en continu du niveau de liquide contenu.

4.6. AIRES DE TRANSPORT, TRANSVASEMENT ET UTILISATION DE LIQUIDES POLLUANTS

Le transport des produits et leur stockage temporaire doivent être effectués avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement et la détérioration des emballages.

Les aires susceptibles d'être affectées par un déversement accidentel de polluant sont imperméables. des récipients et matières absorbantes permettant de recueillir les pertes de produit sont disposés à proximité.

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes ainsi que celles pouvant être affectées par un déversement notable de polluant, définies sous la responsabilité de l'exploitant, sont disposées en pente suffisante pour drainer les pertes vers une capacité de rétention.

4.7. CAPACITE DE RETENTION

Les capacités de rétention sont normalement vides et en bon état de propreté.

Elles sont étanches en toutes circonstances et résistantes aux actions physiques et chimiques des produits susceptibles d'être recueillis. Leur vidange se fera manuellement après contrôle et décision sur la destination de leur contenu.

Dans le cas d'un stockage de produits inflammables, les parois de la capacité de rétention présentent une stabilité au feu de degré 4 heures.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Elles sont en tant que de besoin munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Article 5. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

5.1. DISPOSITIONS GENERALES

5.1.1. MAÎTRISE DE L'ENERGIE

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'énergie.

il doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les éléments relatifs à l'efficacité énergétique des installations et au choix des sources d'énergie.

5.1.2. TRAITEMENT DES EFFLUENTS

les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limitées fixées ci-après pour les rejets.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement sont réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

La dilution des effluents est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour le bon fonctionnement de l'installation de traitement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limitées

les installations de traitement doivent être conçues pour pouvoir traiter avec l'efficacité nécessaire les effluents qu'elles peuvent recevoir. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement éventuel à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

5.1.3. UTILISATION DES LOCAUX

Les locaux où des poussières, des gaz polluants ou des odeurs peuvent se dégager doivent être convenablement fermés et ventilés conformément aux règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

5.1.4. ODEURS

L'établissement ne sera pas à l'origine d'émissions directes ou indirectes d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage.

5.1.5. EXPRESSION DES NORMES DE REJET

Les teneurs en polluants ci-après définies sont exprimées en normal mètre cube (NM3), correspondant au mètre cube rapporté aux conditions normalisées: température 273 degrés kelvin; pression 101,3 kilopascals, sans déduction de la vapeur d'eau.

5.2. POUSSIÈRES

Les installations susceptibles d'émettre des poussières fines sont pourvues soit de dispositifs de captage, soit de moyens de rétention efficaces. En particulier, l'usage de transporteur ouvert est interdit.

Les stockages de produits en vrac doivent être réalisés dans des espaces confinés.

L'air de fluidisation rejeté lors du chargement des silos de matières pulvérulentes, doit respecter au débouché à l'atmosphère une concentration maximale en poussière de 50mg/nm3.

5.3. INSTALLATIONS THERMIQUES

5.3.1. La chaufferie comprenant quatre chaudières de 4,7mw de puissance unitaire, est construite et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

5.3.2. NORMES DE REJET

5.3.2.1. CHEMINÉE

Les gaz de combustion de la chaufferie sont rejetés à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée à quatre conduits conformément aux dispositions minimales suivantes:

Section maximale de chaque conduit: 0,385m²

Hauteur d'éjection 18,7m

Vitesse d'éjection 5,5m/s

5.3.2.2. Teneur en polluant et en flux

les gaz de combustion doivent respecter au débouché à l'atmosphère les valeurs maximales suivantes :

No x (1)mg /Nm3 sur gaz sec	Flux kg	1h	24h
500	13	300	

(1) Oxydes d'azote exprimés en dioxyde d'azote y compris l'hémioxyde n2o.

5.3.3. pour permettre les contrôles des émissions de gaz et de poussières et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ce contrôle, les cheminées ou conduits d'évacuation sont pourvus de dispositifs obturables commodément accessibles, à un emplacement permettant des mesures représentatives des émissions à l'atmosphère.

5.4. TRAITEMENTS DE SURFACE

5.4.1. TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des baignoires, doivent être captées au mieux et épurées en tant que de besoin de manière à respecter les valeurs limites suivantes.

5.4.1.1. Débit

Débit total des deux cheminées de rejet: 50 000nm3/h

5.4.1.2. teneurs en polluants

les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit:

Acidité totale exprimée en h	0,5mg/nm3
HF, exprimé en F	5 mg/nm3
CR total	1mg/nm3
Dont CR VI	0,1mg/nm3
ALCALINS, exprimés en OH	10 mg/nm3

0,5
2
1
0,1
10

N° 5
CR 1

anqmb

5.4.1.3. Flux

Des campagnes d'analyses permettant de suivre l'évolution des flux horaires et journaliers des polluants rejetés à l'atmosphère, seront effectuées pendant la période de montée en régime des installations. Les valeurs maximales de ces flux devront être déterminées avant le 01.01.1997.

les rapports correspondants accompagnés des commentaires de l'exploitant sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées.

5.4.2. AUTOSURVEILLANCE

Une auto surveillance des rejets atmosphériques est réalisée par l'exploitant.

l'auto surveillance porte sur:

le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. l'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage

le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques. Ce type de contrôles doit être réalisé au moins une fois par an

une synthèse de ces contrôles sera jointe au rapport annuel visé à l'article 5.5.4.5.

5.4.3. CONTROLE

Un contrôle des valeurs limites des concentrations définies par l'article 5.4.1.2. sera réalisé dès la mise en service des installations.

Le rapport correspondant accompagné des commentaires de l'exploitant sera transmis à l'Inspecteur des Installations Classées.

5.5. COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS

5.5.1. CABINES ET ETUVES

Les effluents des cabines d'application de produits à base de C.O.V., des étuves correspondantes ainsi que de l'étuve cataphorèse, sont rejetés à l'atmosphère conformément aux dispositions suivantes :

:HAUTEUR MINIMALE D'EJECTION :36m
:VITESSE MINIMALE D'EJECTION :10m/s

5.5.2. NORMES DE REJET PAR VEHICULE

Les valeurs limites sont fixées sur la base des éléments du dossier de demande d'autorisation et correspondent à la production du modèle V60

.ces valeurs pourront être révisées dans le cas où l'exploitant serait amené à produire des modèles différents.

La quantité totale de composés organiques volatils rejetée à l'atmosphère par véhicule fabriqué, doit satisfaire aux dispositions figurant dans le tableau ci-après

Date d'application	Flux maximal de COV par véhicule
Notification de l'arrêté	14,5kg
Dès que la production dépasse 400vh/j et au plus tard le 30.06.96.	13kg
01.01.1999	8kg

Ce flux tient compte des quantités et teneurs en COV de tous les produits consommés (cataphorèse – mastic -apprêts laques - produits d'étanchéité – produits de protection – etc... y compris les solvants utilisés comme agent de dilution ou de nettoyage), les quantités de COV sous forme de déchets ou de produit de récupération et destinés à l'élimination ou au recyclage en dehors de l'usine venant en déduction.

En l'absence d'épuration spécifique, il est considéré que la totalité des COV est émise à l'atmosphère lors des opérations d'application et de cuisson.

5.5.3. ETUVE CATAPHORESE

5.5.3.1. TRAITEMENT DU REJET

Les effluents chargés en C.O.V. sont traités par un dispositif spécifique d'incinération conformément aux dispositions minimales suivantes :

RENDEMENT D'EPURATION : 90%
TEMPERATURE D'INCINERATION : 720° c

5.5.3.2. NORMES DE REJET

Les effluents doivent respecter au débouché à l'atmosphère les valeurs maximales suivantes :

Concentration en COV mg/nm3	Débit nm3/h
20 exprimé en COT	33 600

5.5.3.3. SURVEILLANCE DU TRAITEMENT

5.5.3.3.1. La température d'incinération est mesurée et enregistrée en continu. Les enregistrements sont conservés pendant une durée minimale de deux ans et tenus à la disposition de L'Inspecteur des Installations Classées.

5.5.3.3.2. Une alarme dont le fonctionnement est reporté en salle de contrôle doit signaler sans délai toute dérive de ce paramètre, et entraîner l'intervention immédiate du préposé responsable.

5.5.4. CONTROLE DES REJETS DE COV

5.5.4.1. REJET DE L'ETUVE CATAPHORESE

5.5.4.1.1. Les normes de rejet ainsi que le rendement d'épuration définis aux articles 5.5.3.1. et 2, sont déterminés annuellement. Les campagnes d'analyses correspondantes doivent être effectuées pendant une durée minimale correspondant à la période journalière d'activité de l'étuve cataphorèse. Leurs résultats sont transmis dans le mois suivant à l'Inspecteur des Installations Classées, accompagnés des commentaires de l'exploitant.

5.5.4.1.2. L'Inspecteur des Installations Classées pourra réduire la fréquence de ces contrôles en fonction des résultats obtenus.

5.5.4.2. MESURE DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

L'industriel participera à la surveillance de ses rejets en COV dans l'environnement, dans le cadre d'un réseau de surveillance de la qualité de l'air auquel il devra adhérer.

5.5.4.3. flux par véhicule

L'exploitant fait parvenir à l'Inspecteur des Installations Classées, avant la fin de chaque mois suivant un trimestre calendaire, les informations suivantes

Un bilan matière trimestriel précis des rejets de composés organiques volatils
le flux rejeté à l'atmosphère par véhicule, la quantité de COV détruite par le dispositif de traitement de l'étuve cataphorèse, déterminée lors des contrôles visés à l'article 5.5.4.1. étant déduite du bilan
; le nombre de véhicules dans les deux gammes de finition : bases vernies et laques opaques ;
une analyse des résultats obtenus.

5.5.4.4. Rapport annuel

au plus tard à la fin du mois de février de chaque année, l'exploitant fait parvenir à l'Inspecteur des Installations Classées un rapport annuel de synthèse portant sur les contrôles des rejets de COV, définis aux articles 5.5.4.1., 5.5.4.2. et 5.5.4.3.

Ce rapport comprend :
 un tableau récapitulatif et la représentation graphique des résultats obtenus ;
 l'analyse de ces résultats et de leur évolution ;
 le calendrier des dispositions prévues ainsi que leurs résultats prévisibles , permettant de réduire progressivement le flux de COV rejeté conformément aux dispositions de l'article

Article 6. PREVENTION DU BRUIT ET DES TREPIDATIONS

6.1. CONSTRUCTION ET EXPLOITATION

Les prescriptions :
 de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
 de la circulaire du 23 juillet 1986 relative. Aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
 sont applicables à l'installation.

6.2. VEHICULES ET ENGINS

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent répondre aux règlements en vigueur, et en particulier aux exigences du décret n°69-380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application.

6.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique(sirènes , avertisseurs , hauts - parleurs , etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.4. NIVEAUX ACOUSTIQUES

Contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-dessous qui fixe les zones de contrôle et les valeurs des niveaux acoustiques limites admissibles en limite de propriété.

Emplacements (en limite de propriété de l'établissement)	Niveaux limites admissibles DBA		
	Jour 7h à 20h	périodes intermédiaires 6h à 7h et 20h à 22h pour les dimanches et jours fériés de 6h à 22h	Nuit 22h à 6h
Côté autoroute A2	70	65	60
Côté CD 74 au niveau de la zone d'habitat de LIEU-SAINT-AMAND	60	55	50
Autres côtés	65	60	55

Article 7. STOCKAGE ET ELIMINATION DES DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

7.1. DISPOSITIONS GENERALES

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits notamment en les recyclant autant que possible. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément, afin de faciliter leur récupération ou à défaut leur élimination dans les installations les plus appropriées.

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le mode d'élimination et le transport des déchets produits par l'établissement.

7.2. CARACTERISATION DES DECHETS

Pour les déchets du type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons non souillés, bois ou déchets du type urbain), une évaluation des tonnages produits sera réalisée.

Les autres déchets, c'est-à-dire les déchets spéciaux, seront caractérisés par une analyse chimique de leur composition globale et par un test de lixiviation selon la norme NFX31-210, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

Cette identification sera renouvelée au moins tous les deux ans.

7.3. STOCKAGE

Dans l'attente de leur élimination ou retraitement, les déchets spéciaux sont stockés dans des installations convenablement entretenues, dont la conception et l'exploitation assurent la prévention des pollutions et des risques. Les dépôts de déchets sont soumis aux dispositions de l'article 4 relatif à la prévention des pollutions accidentelles, en particulier :

les dispositions des articles 4.5.1. et 4.7 sont applicables aux dépôts de déchets boueux ou pâteux

les déchets solides sont stockés à l'abri des eaux météoriques sur des aires étanches en formes de rétention conformes à l'article 4.7.

7.4. ELIMINATION

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et de justifier l'élimination correcte de ses déchets.

Tout stockage définitif de déchets à l'intérieur de l'établissement est interdit.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

7.5. REGISTRE

L'exploitant tient un registre retraçant au fur et à mesure les opérations relatives à l'élimination de ses déchets.

Ce registre, tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, comprend les informations suivantes :

origine, nature et quantité du déchet produit,

codification selon la nomenclature des déchets établie par le Ministère de l'Environnement (JO du 16 mai 1985)

identité du transporteur et de l'éliminateur

date des différents enlèvements pour chaque type de déchets

nom et adresse des centres d'élimination.

7.6. DECLARATION TRIMESTRIELLE

L'exploitant fait parvenir à l'Inspecteur des Installations Classées, avant la fin de chaque mois suivant un trimestre calendaire, un état récapitulatif trimestriel des opérations relatives à l'élimination des déchets produits par son établissement, selon le modèle de l'annexe 2.

7.7. ENLEVEMENT-TRANSPORT

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur, en particulier le règlement pour le transport des matières dangereuses.

Article 8. SECURITE ET MESURE DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

8.1. DISPOSITIONS GENERALES

8.1.1. La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour sont soumis aux règles habituelles d'assurance de la qualité.

8.1.2. L'exploitant établit et tient à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Tous les systèmes automatiques relatifs à la sécurité et à la protection contre l'incendie sont doublés de commandes manuelles clairement identifiées. Sauf le sprinklage

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien au moins annuelle de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des moyens de secours et de lutte contre l'incendie, des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leurs indisponibilité, sont établies par consignes écrites. Les contrôles doivent être effectués par une personne qualifiée au moins une fois par an.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation et aux moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une année.

8.2. ORGANISATION DE LA QUALITE

L'exploitant met en place une organisation de la qualité en matière de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Cette organisation de la qualité porte notamment sur :

la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques)
l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement
la maintenance et la sous-traitance

l'approvisionnement en matériel et matière

la formation et la définition des tâches du personnel.

L'exploitant présente annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées un rapport qui fait le point sur l'état de l'avancement et les résultats de son plan qualité.

8.3. CLOTURE DE L'ETABLISSEMENT

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher toute personne non autorisée d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, déterminées sous la responsabilité de l'exploitant, doivent être signalées sur le site.

8.4. ACCES

Les accès à l'établissement sont fermés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

8.5. MESURE DES CONDITIONS METEOROLOGIQUES

Les matériels nécessaires pour la mesure de la vitesse et de la direction du vent, ainsi que de la température, sont mis en place dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Les informations relatives à ces mesures sont reportées en salle de contrôle et dans tout autre lieu bien protégé.

8.6. EQUIPEMENTS ABANDONNEES

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

8.7. INSTALLATIONS ELECTRIQUES

8.7.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées par du personnel qualifié, conformément aux normes en vigueur et aux dispositions du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

L'installation électrique est réalisée de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières et à celles des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Les rapports des vérifications périodiques sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

8.7.2. ALIMENTATION DE L'ETABLISSEMENT

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que : les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques

Le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de donnée essentielles pour la sécurité des installations.

8.7.3. SURETE DU MATERIEL

8.7.3.1. L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 (JO-NC du 30 avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives. en particulier, des zones sont délimitées pour les installations suivantes : centrale laque, cabines de peinture, étuves, ateliers de recharge des batteries, ateliers de stockage ou mélange de liquides inflammables, chaufferie et make - up, installations de distribution de carburant.

L'exploitant doit reporter sur un plan d'ensemble de l'usine les différentes zones dangereuses.

Il doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

8.7.3.2. Les installations de recharge d'accumulateurs doivent être conçues et exploitées de manière à éviter l'apparition d'étincelle lors de leur connexion aux bornes des batteries.

8.8. ARRETS D'URGENCE-POSITION DE SURETE

L'installation comprend des dispositifs d'arrêts d'urgence permettant l'arrêt en toute sécurité : total ou partiel des installations des alimentations en électricité et gaz.

Ces dispositifs doivent être rapidement accessibles en toutes circonstances par le personnel ainsi que par les Services d'Incendie et de secours, notamment pour les dispositifs d'arrêts d'urgence des alimentations en énergie.

Les unités devront se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités, de détection de situation anormale par les systèmes de sécurité.

8.9. DETECTIONS EN CAS D'ACCIDENT

Des détecteurs d'atmosphères inflammables ou explosives et d'incendie sont répartis dans l'usine, en fonction des risques encourus.

L'implantation de ces dispositifs ou le cas échéant les zones protégées, sont reportées sur des plans tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les indications de ces dispositifs sont centralisées au PC sécurité - incendie. En situation anormale ils déclenchent une alarme sonore et visuelle ainsi que la mise en état de sûreté des installations. Le seuil de déclenchement ne doit pas être supérieur à 25% de la LIE de la substance concernée.

8.10. DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les ateliers et installations dans lesquels sont stockés, mélangés ou utilisés des liquides inflammables, et en particulier le magasin des produits inflammables, la centrale laque, les cabines d'application de peintures et les étuves, sont soumis aux dispositions suivantes :

8.10.1. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières, ou liquides inflammables, pour éviter leur échauffement. il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites baladeuses.

8.10.2. Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art ; elle est distincte de celle du paratonnerre éventuel.

La valeur des résistances de terre est conforme aux normes en vigueur.

Les transformateurs de courant électrique sont suffisamment éloignés des installations ou sont situés dans des locaux spéciaux isolés de l'atelier par un mur coupe-feu de degré 1 heure, et largement ventilés.

8.10.3. Le chauffage de l'atelier et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude ou vapeur produite par un générateur thermique, la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C, ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.

8.10.4. PERMIS DE FEU

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement dans des zones susceptibles de développer des risques d'incendie ou d'explosion, ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désigné, dans le cas où des feux nus ou des points chauds risquent d'être mis en œuvre.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Des visites de contrôle par l'exploitant sont effectuées après toute intervention.

8.10.5. Sauf le cas échéant dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit :

De fumer

D'apporter des feux nus.

Cette interdiction est affichée en caractères très apparents dans l'atelier et sur les portes d'entrée.

8.10.6. Il est interdit de se laver les mains dans l'établissement avec un liquide inflammable.

Les liquides inflammables usés sont récupérés en vue de leur recyclage.

8.11. MOYENS DE SECOURS ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

8.11.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les installations sont pourvues des moyens d'intervention, de lutte contre l'incendie et de secours appropriés aux risques, rapidement accessibles en toute circonstance.

Ces moyens conformes aux normes en vigueur sont maintenus en bon état de fonctionnement, conformément aux dispositions de l'article 8.1. les moyens fixes et mobiles doivent permettre une intervention efficace sur une période de 30mn au moins.

8.11.2. STABILITE AU FEU DES STRUCTURES

Pour le bâtiment des laques B2,

la stabilité au feu est au minimum de 1 h pour les structures, et 1/2h pour les charpentes métalliques.

Les matériaux de bardage et de sous-toiture sont de catégorie MO.

8.11.3. CANALISATIONS ELECTRIQUES

Pour les locaux présentant des risques particuliers, les passages des canalisations et câbles électriques dans les murs et planchers, sont convenablement obturés par un matériau résistant au feu.

8.11.4. EXUTOIRES DE FUMEEES

L'évacuation des fumées est assurée par des dispositifs installés dans les toitures, représentant 2% au moins de leur surface pour le magasin des produits inflammables et 1% pour les autres bâtiments.

Leur ouverture s'effectue par des commandes manuelles centralisées réparées dans l'atelier.

8.11.5. MOYENS D'EXTINCTION

8.11.5.1. RESEAUX D'EXTINCTION

Les ateliers et installations sont équipés d'un réseau d'extinction à eau pulvérisée répondant aux dispositions suivantes :

- Le débit spécifique du réseau est de 12,5 l/m² /mn pour les zones ne présentant pas de risque particulier, et de 22,5 l/m²/mn pour les autres zones et en particulier le magasin des matières inflammables et les zones de stockage des bâtiments ferrage et montage
- Le débit disponible est de 400m³/h
- Les poteaux porteurs sont protégés par deux sprinklers
- Les communications entre les bâtiments peinture et montage sont protégées par rideau d'eau ou sprinklers sur une longueur de 15 m. l'arrêt du convoyeur de liaison est commandé par le fonctionnement du réseau d'extinction

hormis certaines zones particulières, son déclenchement s'effectue automatiquement par dispositifs thermiques et par zone de 260 m² de surface minimale

En raison de la nature des installations et produits inflammables, l'eau est remplacée par d'autres agents d'extinction adaptés, tels que mousse, CO₂, halons, etc... sous la responsabilité de l'exploitant.

- ✗ Les installations protégées par un système d'extinction automatique comprennent au moins :
 - Les étuves de cuisson des peintures et les cabines d'application,
 - L'intérieur des armoires électriques et électroniques de commande des installations, importantes pour la sécurité ou présentant des risques particuliers.

8.11.5.2. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Ces moyens comportent au minimum :

des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles

Des robinets d'incendie armés protégés du gel, répartis tous les 50m dans l'établissement et situés notamment à proximité des issues. Ils sont disposés de façon qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Pour les zones particulières telles que le bâtiment peinture, le magasin des produits inflammables, le circulant des peintures et solvants, les RIA comprennent un dispositif d'injection d'additif adapté au type de feu à combattre.

Les bouches ou poteaux d'incendie de 100mn de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ces équipements d'un débit unitaire de 60m³/h à 2,5 bar, sont implantés tous les 120m autour des bâtiments sur un circuit bouclé. Le débit disponible est de 300m³/h

Des moyens matériels mobiles comprenant :

- Un véhicule de première intervention (NFS 61-510 et 526)
- Un véhicule tout usage pour le transport du matériel complémentaire
- Une moto - pompe d'un débit de 60m³/h
- Un extincteur à poudre de 300 kg
- Un ventilateur hydraulique générateur de mousse et ses manches
- Une remorque de tuyaux incendie.

8.11.6. ALIMENTATION EN EAU

L'établissement dispose du réseau d'eau potable ainsi que d'une réserve d'eau permanente d'une capacité minimale de 3 000m³. le débit total disponible est de 700 m³/h.

les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs- pompiers.

8.12. SIGNALISATION

La signalisation des diverses interdictions et obligations ainsi que des emplacements des :

- Moyens de secours
- Stockages et locaux présentant des risques
- Dispositifs d'arrêts d'urgence et de sécurité

Est réalisée conformément aux dispositions de la norme NFX 08-003 relative à l'emploi des couleurs et signaux de sécurité.

8.13. FORMATION - SERVICE DE SECOURS

L'exploitant organise une formation de son personnel en matière de sécurité.

L'établissement dispose en permanence d'un groupe de première intervention composé de 7 personnes au moins, ainsi que de groupes de deuxième intervention susceptibles d'être mobilisés rapidement en cas d'alerte.

Ces groupes s'entraînent périodiquement au cours d'exercices dont la fréquence est adaptée à l'importance des risques encourus.

8.14. PLAN D'OPERATION INTERNE

L'exploitant est tenu d'établir, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'opération interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Ce plan sera transmis pour avis à l'Inspecteur des Installations Classées et aux services d'Incendie et de Secours.

8.15. INTERVENTION EN SITUATION ACCIDENTELLE

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il juge utile afin d'en limiter les effets.

Il doit veiller à l'application du plan d'opération interne et il est responsable de l'information des services administratifs et des services de secours concernés.

Si besoin est, il prend toutes les dispositions reprises dans le P.O.I. ,même à l'extérieur de l'entreprise, propres à garantir la sécurité de son environnement.

Article 9. PRESCRIPTIONS PROPRES A CERTAINES ACTIVITES

9.1. Installations de traitements de surface

(bâtiment peinture)

9.1.1. traitement des effluents

Les bains usés, les eaux de rinçage, de lavage des installations et des rejets atmosphériques, et d'une manière générale les eaux usées des installations de traitements de surface sont collectés et traités par l'installation de traitement de l'établissement, conformément aux dispositions de l'article 3.

Les autres effluents, et en particulier les bains usés de la cataphorèse, constituent des déchets qui doivent être éliminés conformément à l'article 7.

9.1.2. LIMITATION DU DEBIT DES RINÇAGES

9.1.2.1. Normes de rejet

le débit des effluents rejetés par les systèmes de rinçage doit respecter les valeurs maximales suivantes, exprimées en litre par mètre carré de surface traitée :

Fonction de rinçage	Débit L/m2	
	Au 01.01.1994	Cadence 36vh/h Et au plus tard Le 01.01.1997
Dégraissage	8	6,5
Phosphatation	8	5,5
Passivation chromique	8	1,5
cataphorèse	8	4,5

Sont pris en compte dans le calcul des débits de rinçage les débits
 Des eaux de rinçage
 Des vidanges de cuves de rinçage
 Des éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents
 Des vidanges des cuves de traitement
 Des eaux de lavage des sols
 Des effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.

9.1.2.2. Contrôle

Le débit moyen d'effluents rejeté par mètre carré de surface traitée sera déterminé annuellement à partir de 1994 pour chaque fonction de rinçage.

Ces valeurs ainsi que celles des différents éléments utilisés pour leur détermination seront jointes au rapport transmis à l'Inspecteur des Installations Classées conformément à l'article 3.5.8.

9.1.3. AMENAGEMENT

Les dispositions du présent arrêté, et en particulier celles de l'article 4, sont complétées de la manière suivante :

9.1.3.1. Les appareils (fours, cuves, filtres, canalisations, stockage...), susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toutes natures, ou des sels en solution dans l'eau sont construits conformément aux règles de l'art. les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

9.1.3.2. le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toutes natures ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers des capacités de rétention étanches répondant aux dispositions des articles 4.5.1. et 4.7. elles sont munies de déclencheurs d'alarme en point bas qui actionneront dans tous les cas un dispositif d'alarme sonore et visuel dont le fonctionnement sera reporté en salle de contrôle.

9.1.3.3. Les réserves d'acide chromique et de sels métalliques sont entreposées à l'abri de l'humidité. les locaux de stockage doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée.

9.1.3.4. Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art. les échangeurs de chaleur des bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains

9.1.3.5. L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

9.1.3.6. La détoxification des eaux résiduaires peut être effectuée soit en continu, soit par cuves.

Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser seront effectués soit en continu, soit à chaque cuve, selon la méthode de traitement adoptée.

9.1.4. EXPLOITATION

9.1.4.1. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

9.1.4.2. Seul un préposé nommément désigné et spécialement formé a accès aux dépôts d'acide chromique et de sels métalliques.

Celui-ci ne délivre que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains. Ces produits ne doivent pas séjourner dans les ateliers.

9.1.4.3. Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité sont établies et affichées en permanence dans l'atelier.

ces consignes spécifient notamment :

La liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension. Prolongée d'activité ;

Les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport

la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation

Les opérations nécessaires à l'entretien et à une maintenance

Les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

9.1.4.4. L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Ce schéma est présenté à l'Inspecteur des Installations Classées sur sa simple demande.

9.2. INSTALLATIONS DE COMBUSTION

9.2.1. DISPOSITIONS GENERALES.

La construction et les dimensions des foyers devront être prévues en fonction de la puissance calorifique et du régime de marche prévisible de façon à rendre possible une conduite rationnelle de la combustion et réduire au minimum les dégagements de gaz ou vésicules indésirables.

La structure des conduits d'évacuation des gaz de combustion sera adaptée à la température de ceux-ci. En outre, leur construction et leurs dimensions devront assurer un tirage convenable permettant une bonne combustion. L'étanchéité et la résistance des joints seront étroitement contrôlées.

L'entretien des installations se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Cette opération portera sur le foyer, la chambre de combustion et l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion.

Les installations sont visitées régulièrement conformément aux dispositions de l'arrêté du 5 juillet 1977 relatif aux visites et examens approfondis des installations consommant de l'énergie thermique.

9.2.2. SECURITE DES INSTALLATIONS

Les installations de combustion sont exploitées de manière à prévenir les risques d'incendie et d'explosion. A cette fin, chaque installation est commandée par un automate séquentiel à partir des informations des dispositifs de contrôle et de sécurité conformément aux dispositions du dossier de demande d'autorisation. Les générateurs à veine d'air tempéré (make – up) fonctionnant au gaz naturel sont utilisés au chauffage des bâtiments qui nécessitant un important renouvellement d'air neuf. Leur utilisation est interdite dans les ateliers dans lesquels peuvent apparaître des atmosphères explosives.

9.3. INSTALLATIONS DE COMPRESSION

9.3.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Si la compression comporte plusieurs étages, le gaz doit être convenablement refroidi à la sortie de chaque étage intermédiaire du compresseur. Des thermomètres permettent de lire la température du gaz à la sortie de chaque étage des compresseurs.

Un dispositif est prévu sur les circuits de liquide de refroidissement permettant de contrôler à chaque instant la circulation du liquide.

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

Un autre dispositif à fonctionnement automatique empêche la mise en marche du compresseur ou assure son arrêt en cas d'alimentation insuffisante en liquide de refroidissement.

L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

Toutes mesures seront également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

Les produits servant au graissage et au nettoyage ne peuvent être conservés dans l'atelier que dans des récipients métalliques fermés.

9.3.2. COMPRESSION D'AIR

Des filtres maintenus en bon état de propreté doivent empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur.

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

9.3.3. INSTALLATIONS DE REFRIGERATION

Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés sont disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

La ventilation sera assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique.

Les locaux sont munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

L'établissement est muni de masques de secours efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit d'accès facile. Le personnel est entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de ces masques.

Les compresseurs sont équipés de séparateur de liquide ou de système équivalent empêchant l'aspiration du fluide frigorigène en phase liquide, ou de dispositif déclenchant leur arrêt si ce risque se présente.

9.4. MAGASIN DES PRODUITS INFLAMMABLES

9.4.1. DESCRIPTION

Les stockages sont aménagés de la manière suivante :

Une zone couverte de 5,5m de hauteur comprenant 32 alvéoles dos à dos aménagées sur 4 hauteurs, et 600m² de stockage au sol de palettes gerbées sur 4 hauteurs au maximum

Une zone de transit et de stockage de 700m² permettant l'accès des véhicules pour les chargements et déchargements.

Les aménagements internes pourront évoluer selon l'arrivée et les consommations de produits dans le volume de bâtiment défini.

9.4.2. Implantation

Le magasin et la zone annexe de transit et de stockage sont implantés à une distance minimale de 30 mètres des bâtiments 01 ferrage et 10 utilités.

9.4.3. ACCES DES SECOURS

Afin de permettre en cas de sinistre l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi - périmètre au moins des installations. Cette voie extérieure doit permettre l'accès des camions - pompes des sapeurs – pompiers, ainsi que les demi – tours et croisements de ces engins.

A partir de cette voie, les sapeurs – pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues du magasin par un chemin stabilisé de 1,30mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

9.4.4. CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT

9.4.4.1. Les dispositions de l'article 8.11.2.ne sont pas applicables.

9.4.4.2. Le bâtiment est convenablement ventilé et les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

la toiture comporte au moins sur 2%de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple matériaux légers, fusibles sous l'effet de la chaleur).

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

9.4.4.3. Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant. Le magasin comprend au moins deux issues vers l'extérieur dans deux directions opposées.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme – portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans engager le gabarit des voies de circulation extérieures.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

9.4.4.4. Le sol du magasin et de la zone de transit et stockage est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche répondant aux dispositions des articles 4.5.1.et 4.7.

9.4.5. EQUIPEMENTS

A proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique. Les autres prescriptions applicables sont celles de l'article 8.10.

9.4.6. EXPLOITATION

9.4.6.1. Les produits incompatibles avec l'eau, sont stockés dans des alvéoles spécialement réservées et munies de moyens spécifiques de lutte contre l'incendie.

les produits incompatibles entre eux ne sont jamais stockés dans une même alvéole. Sont considérés comme incompatibles entre eux les produits qui, mis en contact, peuvent donner naissance à des réactions

chimiques ou physiques entraînant un dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, un incendie ou une explosion, en particulier :

les produits combustibles ou réducteurs d'une part, et les produits oxydants d'autre part ;

Les acides d'une part, et les bases d'autre part, y compris les sels acides ou basiques susceptibles de réactions dangereuses.

Toutes substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage.

9.4.6.2. Le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées.

Les marchandises entreposées en masse (sacs, palettes, etc...) forment des blocs limités de la façon suivante :

Surface maximale des blocs au sol : 250 m²

Hauteur maximale de stockage : 5 mètres

Espaces entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure : 0,80 mètre

Espace entre deux blocs : 1 mètre.

Les produits explosibles et inflammables sont protégés contre les rayons solaires.

9.4.6.3. Tout stationnement de véhicules est interdit sur les voies prévues à l'article 9.4.3.

Le stationnement des véhicules n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et déchargement. Une matérialisation au sol interdit le stationnement de véhicules devant les issues prévues à l'article 9.4.4.2.

Lors de la fermeture du magasin, les chariots de manutention sont remisés soit dans un local spécial, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

9.4.6.4. Il est interdit de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.

9.5. CENTRALE LAQUE

9.5.1. CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT

L'atelier situé au niveau 0 ne doit commander aucun escalier ou dégagement.

Ses éléments de construction présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes

Parois coupe - feu de degré 2 heures

Plancher haut coupe – feu de degré 2 heures débordant d'un mètre de la façade

Structures en béton stable au feu 2 heures.

Les portes donnant vers l'intérieur sont coupe –feu de degré une heure, celles donnant vers l'extérieur sont pare –flamme de degré une heure,

Le sol de l'atelier est incombustible et disposé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche, répondant aux dispositions des articles 4.5.1. et 4.7.

L'évacuation des fumées en cas d'incendie est assurée par des dispositifs dont la surface est au moins égale à 2% du plancher haut.

Les commandes manuelles centralisées de ces dispositifs sont facilement accessibles depuis les issues de secours.

L'atelier est largement ventilé de bas en haut de façon à éviter l'apparition d'atmosphère explosive.

L'air sera renouvelé à raison de 12 vol / h par des dispositifs doublés de soufflage et d'extraction.

Le fonctionnement des installations est constamment subordonné par dispositif automatique au fonctionnement effectif de la ventilation.

L'atelier comporte des détecteurs de flamme qui en cas d'accident déclenche automatiquement l'arrêt et la mise en position de sécurité des installations.

Des boutons d'arrêt d'urgence sont répartis sur les installations des circulations des peintures et solvants, et en particulier sur les postes d'utilisation. En dehors des périodes d'utilisation des produits, un dispositif doit en cas de fuite déclencher automatiquement l'arrêt des circulations.

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies d'un dispositif de fermeture automatique commandé par le système de détection incendie ; elles s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans engager le gabarit des voies de circulations extérieures.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leur accès convenablement balisés.

9.5.2. EQUIPEMENTS

Les prescriptions applicables sont celles de l'article 8.10.

S'il y a chauffage des liquides utilisés, ce chauffage sera obtenu par circulation d'eau chaude ou de vapeur d'eau à base pression. Tout autre procédé de chauffage peut être admis s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière) sont placés en dehors de l'atelier, sous la surveillance d'un préposé responsable qui coupe le courant force dès la cessation du travail.

9.5.3. EXPLOITATION

Les récipients dans lesquels sont employés les liquides inflammables sont clos aussi complètement que possible.

Les récipients contenant des liquides inflammables doivent porter en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu.

On ne conservera dans l'atelier que la quantité de liquides inflammables strictement nécessaire pour le travail de la journée.

Les opérations de broyage, malaxage, centrifugation et autres, de même nature, en présence de liquides inflammables, s'effectuent dans des appareils clos.

L'emploi d'air ou d'oxygène comprimés pour effectuer le transvasement ou la circulation des liquides est rigoureusement interdit.

9.6. CABINES D'APPLICATION DE PEINTURES

9.6.1. Les prescriptions suivantes s'appliquent aux installations de pulvérisation de vernis, peintures, à base d'alcools ou de liquides inflammables de la 1ère catégorie. Ces applications sont réalisées dans des enceintes dénommées cabines de peintures, implantées dans les bâtiments peinture et montage.

Ces cabines sont définies comme des espaces délimités par des parois horizontales et verticales distinctes des cloisons ou murs du local d'implantation, constituant un volume d'où les projections, les vapeurs et les aérosols de peinture ou de vernis ne peuvent sortir que par des dispositifs spécifiques de ventilation.

Les retouches dans les bâtiments peinture et montage sont effectuées dans des cabines. Dans le bâtiment montage, les retouches portant sur une surface inférieure à 200cm² par véhicule pourront être effectuées dans l'ambiance de l'atelier, dans des boxes réservés à cet usage constitués de matériaux incombustibles.

9.6.2. Construction et aménagement

9.6.2.1. Bâtiments

Les bâtiments dans lesquels sont implantées des cabines de peinture sont constitués de matériaux incombustibles de type MO. Ils sont largement ventilés de manière à interdire l'apparition d'atmosphère explosive.

Les locaux adjacents aux cabines ont une issue de dégagement indépendante.

9.6.2.2. Cabines

9.6.2.2.1. Les parois, plafonds, sols, caillebotis, les éléments mobiles de fermeture tels que portes et rideaux, les conduits de ventilation, les cheminées de la cabine sont construits en matériaux incombustibles. Les parois sont pleines, lisses, facilement nettoiables et construites en matériaux imperméables.

9.6.2.2.2. Pour l'accès et l'évacuation des personnes, toute cabine destinée à l'application de produits en présence d'un opérateur est pourvue d'au moins deux portes accessibles en permanence et placées de manière qu'en cours d'utilisation l'opérateur n'ait pas plus de 10 mètres à parcourir pour franchir l'une d'elles. toutefois une seule porte est suffisante dans une cabine si l'opérateur n'a pas plus de cinq mètres à parcourir sans obstacles pour sortir de la cabine. Chaque porte doit pouvoir être ouverte de l'intérieur par simple appui sur elle.

Elles sont munies d'un rappel autonome de fermeture ou d'un dispositif de rappel automatique asservi à la pulvérisation.

- 9.6.2.2.3. Les cabines sont ventilées par flux d'air vertical descendant de façon telle qu'en cours d'utilisation la concentration en vapeurs de solvants en tout point de la cabine ne soit jamais supérieure au quart de la limite inférieure d'inflammation du solvant le plus facilement inflammable pour lequel la cabine est conçue.

L'atmosphère des cabines doit être largement balayée avant chaque démarrage des installations ainsi qu'après leur arrêt.

Le fonctionnement des installations de pulvérisation est constamment subordonné par dispositif automatique au fonctionnement effectif de la ventilation.

Avant rejet à l'atmosphère, l'air de ventilation est débarrassé des particules de peintures par un dispositif de traitement approprié, disposé le plus près possible de la zone d'application.

Les filtres secs sont en matériaux de catégorie M2.

9.6.3. EQUIPEMENTS

Les prescriptions applicables sont celles de l'article 8.10.

Des coupe – circuit multipolaires, disposés en dehors des cabines et dans des endroits facilement accessibles, permettent l'arrêt des installations et leur mise en position de sécurité.

Le matériel de pulvérisation électrostatique est construit de façon telle que l'énergie maximale des étincelles que les dispositifs d'application peuvent produire accidentellement soit inférieure à 0, 5millijoule.

9.6.4. EXPLOITATION

Les cabines sont alimentées en peintures et solvants par un réseau de canalisations bouclées à circulation continue. Lors des changements de teinte et du nettoyage des circuits et appareils, les liquides usés doivent être récupérés.

Les installations sont fréquemment nettoyées de manière à éviter toute accumulation de produits susceptibles de s'enflammer. ce nettoyage est effectué de façon à éviter la production d'étincelles ; l'emploi de lampe à souder ou d'appareils à flammes pour effectuer ce nettoyage est formellement interdit.

9.6.5. DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX BOXES DE RETOUCHES

Les parois des boxes sont construites en matériaux incombustibles.

Elles sont pleines, lisses, facilement nettoyables et imperméables.

Les peintures utilisées sont préparées et stockées dans un local particulier. La quantité de peinture présente dans les boxes doit correspondre à celle nécessaire pour le travail en cours.

9.7. ETUVE DE CUISSON OU SECHAGE DE PEINTURES

- 9.7.1. Les prescriptions suivantes s'appliquent aux étuves de cuisson ou séchage de peintures, vernis et mastics à base d'alcools ou de liquides inflammables de la 1^{ère} catégorie, dont la température ambiante dépasse 80°C.

Ces opérations sont effectuées dans des tunnels distincts des cloisons ou murs du local d'implantation, constituant un volume où les composés organiques volatils ou autres substances résultant de la cuisson ne peuvent sortir que par des dispositifs spécifiques de ventilation.

La cuisson des retouches effectuées dans les boxes visés à l'article 9.6.1.pourra être effectuée dans l'ambiance de l'atelier, au moyen de panneaux infra – rouge.

9.7.2. CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT

9.7.2.1. Bâtiments

Les prescriptions sont celles de l'article 9.6.2.1.

9.7.2.2. Etuves

- 9.7.2.2.1. Les parois, plafonds, sols, caillebotis, les éléments mobiles de fermeture tels que portes et rideaux, les conduits de ventilation, les cheminées de l'étuve sont construits en matériaux incombustibles.

9.7.2.2.2. Les étuves sont éloignées d'au moins 10m des cabines de peinture ou en sont séparées par un sas ventilé, de telle sorte qu'il n'y ait pas de possibilité d'échange d'atmosphère entre les deux installations, ni élévation de température dangereuse dans les cabines.

9.7.2.2.3. Les installations de combustion destinées au réchauffage de l'atmosphère des étuves sont disposées à l'extérieur de celles – ci. Aucune installation à feu nu ou assimilée ne doit se trouver à l'intérieur.

La température de l'atmosphère des étuves est contrôlée en permanence et maintenue à une valeur inférieure d'au moins 50 degrés à la température d'autoinflammation des liquides inflammables ou vapeurs présents.

Les étuves sont calorifugées de manière à éviter toute transmission excessive de chaleur dans l'atelier.

9.7.2.2.4. Les étuves sont ventilées de façon telle qu'en cours d'utilisation la concentration en vapeurs de solvants en tout point de l'étuve ne soit jamais supérieure à 10% de la limite inférieure d'explosivité du solvant le plus facilement inflammable pour lequel l'étuve est conçue.

Un dispositif efficace de captation ou de désodorisation des gaz pourra être exigé si, en raison des conditions d'installation ou d'exploitation des installations, le voisinage reste incommodé par les odeurs.

9.7.3. EQUIPEMENTS

Les prescriptions applicables sont celles de l'article 9.6.3.

Le chauffage des étuves alimentées par une chaîne automatique de transport continu est subordonné par un dispositif automatique au fonctionnement effectif de la ventilation des cabines de peintures qui leur sont associées.

Les étuves sont munies de dispositifs de contrôle en continu de la température de leur atmosphère, qui en cas de dépassement d'un seuil déterminé dont la valeur est au plus égale à 120% de la température de consigne, déclenche une alarme puis l'arrêt automatique et la mise en position de sécurité des installations.

En cas d'arrêt des convoyeurs supérieur à 15 mn, la valeur de la température de consigne est abaissée à 80°C.

9.8. COLLES NEOPRENE

9.8.1. EQUIPEMENTS

Les prescriptions applicables sont celles de l'article 8.10.

9.8.2. EXPLOITATION

L'application des produits au moyen d'outil à main doit être évitée. Ceux – ci sont normalement appliqués par l'intermédiaire de circuit étanche de distribution.

Les récipients et appareils contenant des colles sont clos aussi complètement que possible. Les récipients doivent porter en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu.

La quantité de produits conservés dans l'atelier est limitée à celle strictement nécessaire pour le travail de la journée.

9.9. ATELIERS DE CHARGE FERRAGE ET BATIMENT 23

9.9.1. CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT

9.9.1.1. Les ateliers situés au niveau 0 sont construits en matériaux incombustibles, couverts d'une toiture légère et non surmontée d'étage. ils ne commandent aucun dégagement. L'atelier de charge ferrage et montage est isolé du reste du bâtiment par un mur en maçonnerie.

Les portes d'accès s'ouvrent en dehors et sont normalement fermées. Les communications entre les ateliers de charge et les bâtiments ferrage et montage sont constituées de portes automatiques à ouverture – fermeture rapide.

9.9.1.2. Le sol des ateliers est imperméable et disposé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche, répondant aux dispositions des articles 4.5.1. et 4.7. les murs

sont recouverts d'un enduit étanche résistant aux actions chimiques des produits, sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

9.9.1.3. Les dispositions des articles 8.10.1 à 5 sont applicables aux ateliers de charge.

9.9.1.4. Les ateliers sont largement ventilés par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant. L'air extrait doit être rejeté directement à l'atmosphère.

le fonctionnement des installations est constamment subordonné par dispositif automatique au fonctionnement effectif de la ventilation.

9.9.2. EXPLOITATION

Les ateliers sont exclusivement réservés à la charge des batteries. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles ou d'y effectuer l'empilage des plaques.

9.10. TRANSFORMATEURS CONTENANT DES PCB-PCT

9.10.1. Les appareils doivent être signalés par étiquetage tel que défini par l'article 8 de l'arrêté du 8 juillet 1975

9.10.2. Une vérification périodique visuelle tous les trois ans de l'étanchéité ou de l'absence de fuite est effectuée par l'exploitant sur les appareils et dispositifs de rétention.

9.10.3. L'exploitant s'assure que l'intérieur de la cellule contenant le matériel imprégné de PCB ou PCT ne comporte pas de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie important et que la prévention et la protection incendie sont appropriées.

Il vérifie également que dans ses installations à proximité de matériel classé PCB ou PCT, il n'y a pas d'accumulation se faisant vers la sortie, les portes seront munies de ferme – porte.

9.10.4. Des mesures préventives doivent être prises afin de limiter la probabilité et les conséquences d'accidents conduisant à la diffusion des substances toxiques (une des principales causes de tels accidents est un défaut de protection électrique individuelle en amont ou en aval de l'appareil. ainsi, une surpression interne au matériel, provoquée notamment par un défaut électrique, peut produire une brèche favorisant une dispersion de PCB ; il faut alors éviter la formation d'un arc déclenchant un feu).

Les dispositifs de protection individuelle doivent être tels qu'aucun réenclenchement automatique ne soit possible. Des consignes doivent être données pour éviter tout réenclenchement manuel avant analyse du défaut de ce matériel.

Si les prescriptions de l'alinéa précédent ne peuvent être respectées, les dispositions suivantes doivent être mises en œuvre :

Protection primaire par fusibles calibrés en fonction de la puissance ;

Mise hors tension immédiate en cas de surpression, de détection de bulles gazeuses ou de baisse de niveau de diélectrique.

9.10.5. Les déchets souillés à plus de 100 ppm sont éliminés dans une installation autorisée assurant la destruction des molécules PCB ou PCT.

9.10.6. En cas de travaux d'entretien courants ou de réparation sur place, tels que la manipulation d'appareils contenant des PCB, la remise à niveau ou l'épuration du diélectrique aux PCB, l'exploitant prend les dispositions nécessaires à la prévention des risques de pollutions ou de nuisances liées à ces opérations.

Il doit notamment éviter :

Les écoulements de PCB ou PCT (débordements, rupture de flexible...)

Une surchauffe du matériel ou du diélectrique

Le contact du PCB ou PCT avec une flamme.

Ces opérations sont réalisées sur surface étanche au besoin en rajoutant une bâche.

Une signalisation adéquate est mise en place pendant la durée des opérations.

L'exploitant s'assure également que le matériel utilisé pour ces travaux est adapté (compatibilité avec les PCB- PCT) et n'est pas susceptible de provoquer un accident (camion non protégé électriquement, choc pendant une manœuvre, flexible en mauvais état...) les déchets souillés de PCB ou PCT éventuellement engendrés par ces opérations sont éliminés dans les conditions fixées à l'article 9.9.5.

9.10.7. En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant prévient l'Inspecteur des Installations Classées, lui précise, le cas échéant, la destination finale des PCB ou PCT et des substances souillées. L'exploitant demande et archive les justificatifs de leur élimination ou de leur régénération, dans une installation régulièrement autorisée et agréée à cet effet.

9.10.8. Tout matériel imprégné de PCB ou PCT ne peut être destiné au ferrailage qu'après avoir été décontaminé par un procédé permettant d'obtenir une décontamination durable à moins de 100 ppm en masse de l'objet. De même, la réutilisation d'un matériel usagé aux PCB pour qu'il ne soit plus considéré au PCB (par changement de diélectrique par exemple) ne peut être effectuée qu'après une décontamination durable à moins de 100 ppm en masse de l'objet.

La mise en décharge ou le brûlage simple sont notamment interdits.

9.10.9. En cas d'accident (rupture, éclatement, incendie...) l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées. Il lui indique les dispositions prises à titre conservatoire telles que, notamment, les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.

L'inspecteur peut demander ensuite à ce qu'il soit procédé aux analyses jugées nécessaires pour caractériser la contamination de l'installation et de l'environnement en PCB ou PCT et, le cas échéant, en produits de décomposition.

Au vu des résultats de ces analyses, l'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant la réalisation des travaux nécessaires à la décontamination des lieux concernés.

Ces analyses et travaux sont précisés par un arrêté préfectoral dans le cas où leur ampleur le justifierait. L'exploitant informe l'inspection de l'achèvement des mesures et travaux demandés.

Les gravats, sols ou matériaux contaminés sont éliminés dans les conditions prévues à l'article 9.9.5.

Article 10. Aménagements paysagers

Des aménagements paysagers permettant de minimiser l'impact visuel des installations seront réalisés avant le 31 décembre 1994.

Article 11. Prescriptions diverses

11.1. ACCIDENT – INCIDENT

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées, tout accident ou incident survenu du fait du fonctionnement de ses installations qui est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant adresse à l'Inspecteur un rapport comprenant :

La description de cet accident

Ses conséquences

Les mesures prises pour revenir à une situation normale

Ses origines et les mesures prises pour qu'il ne se reproduise plus.

11.2. VALIDITE

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

11.3. MODIFICATION-TRANSFERT

Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle autorisation.

11.4. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

En cas de changement d'exploitant, celui-ci doit en informer le préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

11.5. CESSATION D'ACTIVITE

L'arrêt d'exploitation doit être déclaré au préfet dans le mois suivant.

L'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n°76.663 du 19 juillet modifiée.

ARTICLE 12. M. le secrétaire général de la Préfecture du Nord, MM. Les sous-Préfets de VALENCIENNES et CAMBRAI sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

MM. les maires d'HORDAIN LIEU-SAINT-AMAND, IWUY, NEUVILLE-sur-ESCAUT, NOYELLES-sur-SELLE, AVESNES-LE SEC, WAVRECHAIN-sous -FAULX et ETRUN

M. l'Ingénieur en Chef des mines, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement

MM. les chefs de service consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

Un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies d'HORDAIN, LIEU-SAINT-AMAND et IWUY et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché aux mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des Maires ; le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ; un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Pour ampliation,
LE CHEF DE BUREAU DELEGUE,
BERNARD MOROSINI.

11 janvier 1993

AUROSSEAU

Fait à LILLE, le

Le PREFET,
JEAN-CLAUDE

